



Depuis le 19 janvier, nous sommes près de 10 millions à avoir exprimé notre colère contre la casse de nos retraites, près de 40 000 à manifester sur nos trois localités du Lot à l'appel de l'intersyndicale lotoise CGT, FO, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU, CFE-CGC.

Elle appelle également à ses organisations à interpeller, sur l'ensemble du territoire, les parlementaires pour qu'ils ne votent pas le projet de loi du gouvernement, à multiplier les initiatives de déploiement dans les zones industrielles, d'activités commerciales, les lieux publics, pour continuer à élever la mobilisation.

L'intersyndicale appelle à l'amplification de la mobilisation, à s'inscrire massivement dans la prochaine journée de grève et de manifestations du 16 février 2023 et à tout mettre en œuvre pour généraliser les grèves dans les entreprises et services avec objectif de mettre la France à l'arrêt dès le 7 mars.



Communiqué intersyndical national

L'intersyndicale est prête à durcir le mouvement

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposés au projet de réforme.

Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement, comme les parlementaires, ne peuvent y rester sourds.

Durant la poursuite des débats parlementaires, les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse vont poursuivre la mobilisation et l'amplifier. Ainsi, elles appellent à une journée d'actions interprofessionnelles sur l'ensemble du territoire le 16 février. A cette occasion, les secrétaires généraux ou présidents des organisations syndicales manifesteront à ALBI pour appuyer l'ancrage fort de ce mouvement partout sur le territoire, dans les petites villes comme dans les plus grandes.

Par ailleurs, les parlementaires appelés à se prononcer sur ce projet de réforme doivent entendre comme le gouvernement, le mécontentement de la population, et rejeter massivement ce texte. Il en va de leur responsabilité. C'est dans ce cadre que l'ensemble des secrétaires généraux et présidents écriront à chaque parlementaire de l'arc républicain pour réaffirmer notre opposition et celle de la population. Parallèlement, nous appellerons nos structures locales à interpeler député-es et sénateurs-trices dans leurs circonscriptions.

Enfin, si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, l'intersyndicale appellerait les travailleurs et les travailleuses, les jeunes et les retraité.e.s à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain. L'intersyndicale se saisira du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes.

L'intersyndicale se réunira le 16 février au soir. D'ici là, elle appelle le gouvernement à retirer son projet de loi et les parlementaires à prendre leurs responsabilités face au rejet massif de la population face à ce projet injuste et brutal.

Paris, le 11 février 2023

MANIFESTATIONS

JEUDI 16 FEVRIER

CAHORS : 14h00 - Place Mitterrand

FIGEAC : 14h30 - Lycée Champollion

BIARS : 10h00 Mairie

Contre la
réforme
pétition ici :



*Dans le privé on peut débrayer 1h, 2h...en grève et sans préavis